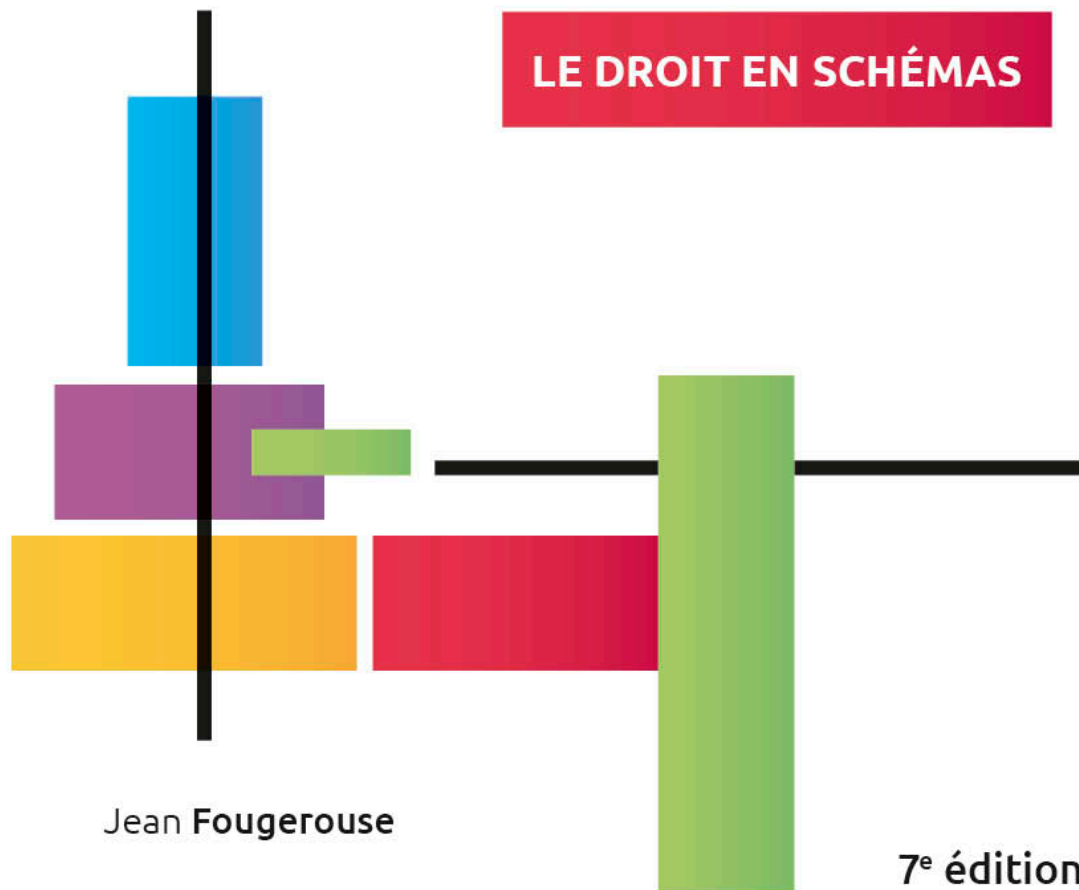


LE DROIT EN SCHÉMAS



Jean Fougerouse

7^e édition

Le droit administratif en schémas

ellipses

Table des matières

Sommaire.....	3
Liste des abréviations	5
INTRODUCTION	7
1. La définition du droit administratif.....	8
2. La spécificité du droit administratif.....	10
3. Le caractère jurisprudentiel du droit administratif	12
4. Plan de l'ouvrage.....	14
CHAPITRE 1 LE SERVICE PUBLIC	17
Section 1 : La notion de service public	18
1. Définition générale.....	18
1.1. <i>Le critère de l'intérêt général</i>	20
1.2. <i>Le critère du lien de l'activité avec une personne publique</i>	22
2. La typologie des services publics	24
2.1. <i>Les SPA et les SPIC</i>	24
2.2. <i>Les services marchands et non marchands</i>	26
Section 2 : Le régime général des services publics	28
1. La création et la suppression des services publics	28
1.1. <i>Les autorités compétentes</i>	28
1.2. <i>Les règles applicables</i>	30
2. Les lois du service public.....	32
2.1. <i>Le principe de continuité</i>	32
2.2. <i>Le principe de mutabilité</i>	34
2.3. <i>Le principe d'égalité</i>	36
2.3.1. <i>Notion</i>	36
2.3.2. <i>Applications</i>	38
2.4. <i>Autres principes</i>	40
2.4.1. <i>Absence de principe général de gratuité des services publics</i>	40
2.4.2. <i>Les principes de l'Union européennes applicables au service public</i>	40
Section 3 : Les régimes spécifiques des services publics	42
1. Les conséquences de la distinction SPA/SPIC.....	42
1.1. <i>La distinction entre EPA et EPIC</i>	42
1.2. <i>Le régime des SPA</i>	44
1.3. <i>Le régime des SPIC</i>	46
2. Les conséquences de la distinction services marchands/non marchands.....	48

Section 4 : La gestion du service public.....	50
1. La gestion par les personnes publiques.....	50
1.1. <i>La régie</i>	50
1.2. <i>L'Établissement public</i>	52
1.3. <i>Les autres personnes publiques</i>	54
1.3.1. Les GIP.....	54
1.3.2. Les entreprises publiques.....	56
2. La gestion par les personnes privées.....	58
2.1. <i>La délégation contractuelle de la gestion du service public</i>	58
2.2. <i>L'habilitation unilatérale du service public</i>	60
2.3. <i>La Société d'économie mixte</i>	62
2.4. <i>Les sociétés locales</i>	62
CHAPITRE 2 LA POLICE ADMINISTRATIVE	65
Section 1 : La notion de police administrative.....	66
1. La préservation de l'ordre public.....	66
1.1. <i>L'ordre public général</i>	68
1.1.1 « L'ordre matériel et extérieur ».....	68
1.1.2. L'ordre moral.....	70
1.2. <i>L'ordre public spécial</i>	72
2. Le caractère préventif de la police administrative.....	74
Section 2 : L'organisation de la police administrative.....	76
1. Les autorités de police.....	76
1.1. <i>Les autorités de police générale</i>	76
1.1.1. Au niveau national.....	76
1.1.2. Au niveau local.....	78
1.2. <i>Les autorités de police spéciale</i>	80
1.3. <i>L'intervention concurrente des autorités de police</i>	82
2. Les personnels de police.....	84
2.1. <i>Les personnels civils</i>	84
2.2. <i>Les personnels militaires</i>	84
Section 3 : La légalité des mesures de police.....	86
1. La nécessité d'utiliser le pouvoir de police.....	86
1.1. <i>L'obligation d'utiliser le pouvoir de police</i>	86
1.2. <i>La décision d'utiliser le pouvoir de police</i>	88
1.2.1. La légalité interne de l'utilisation du pouvoir de police.....	88
1.2.2. La légalité externe de l'utilisation du pouvoir de police.....	90
2. L'évaluation de la mesure de police.....	92
2.1. <i>Le choix de la mesure de police</i>	92
2.1.1. Le caractère unilatéral et gratuit de toute mesure de police.....	92
2.1.2. La typologie des mesures de police.....	94
2.2. <i>Le contrôle de proportionnalité de la mesure de police</i>	96

CHAPITRE 3 LES ACTES ADMINISTRATIFS UNILATERAUX	99
Section 1 : La notion d'acte administratif unilatéral	100
1. Le caractère administratif d'un acte unilatéral	100
1.1. <i>Les actes administratifs des personnes publiques</i>	100
1.1.1. L'exclusion des actes de gestion privée	100
1.1.2. Les actes rattachés à la fonction administrative	102
1.2. <i>Les actes administratifs des personnes privées</i>	104
1.2.1. Les actes rattachés à une activité de SPA	104
1.2.2. Les actes rattachés à une activité de SPIC	104
2. La typologie des actes administratifs	106
2.1. <i>Les actes décisifs et les actes non décisifs</i>	106
2.1.1. Les mesures antérieures ou postérieures à une décision	106
2.1.2. Les mesures internes à l'administration	108
2.1.2.1. Les circulaires	108
2.1.2.2. Les lignes directrices	110
2.1.2.3. Les mesures d'ordre intérieur	112
2.2. <i>Les catégories d'actes administratifs décisifs</i>	114
2.2.1. Les décisions individuelles	114
2.2.2. Les décisions réglementaires	114
2.2.3. Les décisions d'espèce	114
2.3. <i>Les décisions implicites et les décisions explicites</i>	116
2.4. <i>Les décisions créatrices de droits et les décisions non créatrices de droits</i>	118
3. Le pouvoir réglementaire	120
3.1. <i>Le domaine réglementaire</i>	120
3.2. <i>Les titulaires du pouvoir réglementaire</i>	122
3.3. <i>Les actes réglementaires spécifiques</i>	124
3.3.1. Les ordonnances non ratifiées de l'art. 38 C°	124
3.3.2. Les autres actes réglementaires spécifiques	126
Section 2 : Le régime de l'acte administratif unilatéral	128
1. L'élaboration de l'acte administratif	128
1.1. <i>Les règles de compétence</i>	128
1.1.1. Les règles générales de compétence	128
1.1.2. L'aménagement des règles de compétence	130
1.2. <i>Les règles de procédure</i>	132
1.2.1. Le respect des délais	132
1.2.2. La procédure consultative	134
1.2.3. La procédure contradictoire	136
1.2.4. Les autres procédures préalables	138
1.2.5. Les obligations procédurales de l'administration	140
1.3. <i>Les règles de forme</i>	142
2. L'entrée en vigueur de l'acte administratif	144
2.1. <i>L'opposabilité de l'acte</i>	144
2.2. <i>La validité de l'acte</i>	146
2.3. <i>Les effets dans le temps d'un acte</i>	148

3. La sortie de vigueur de l'acte administratif.....	150
3.1. <i>L'abrogation des actes administratifs</i>	150
3.1.1. L'abrogation des décisions réglementaires.....	150
3.1.2. L'abrogation des décisions individuelles.....	152
3.2. <i>Le retrait des décisions administratives</i>	154
4. L'exécution de l'acte administratif.....	156
4.1. <i>Les sanctions de l'irrespect d'un acte administratif</i>	156
4.2. <i>L'exécution forcée d'un acte administratif</i>	158
CHAPITRE 4 LES CONTRATS ADMINISTRATIFS.....	161
Section 1 : La notion de contrat administratif.....	162
1. Les critères de définition du contrat administratif.....	162
1.1. <i>Les contrats entre deux personnes publiques</i>	164
1.2. <i>Les contrats entre une personne publique et une personne privée</i>	164
1.2.1. La présence d'une clause administrative.....	166
1.2.2. La participation à l'exécution du service public.....	168
1.2.3. La soumission à un régime administratif.....	170
1.3. <i>Les contrats entre deux personnes privées</i>	170
2. La typologie des contrats administratifs.....	172
2.1. <i>Les contrats de concession</i>	172
2.2. <i>Les marchés publics</i>	174
Section 2 : Le régime du contrat administratif.....	176
1. La formation du contrat.....	176
1.1. <i>La compétence pour contracter</i>	176
1.2. <i>Les procédures de choix du cocontractant</i>	178
1.2.1. Les procédures applicables aux marchés publics.....	178
1.2.1.1. La sélection de la procédure de choix de l'opérateur économique.....	178
1.2.1.2. La définition des procédures de choix de l'opérateur économique.....	180
1.2.2. La procédure applicable aux contrats de concession.....	182
1.3. <i>La forme et le contenu du contrat</i>	184
2. L'exécution des contrats administratifs.....	186
2.1. <i>Les pouvoirs de l'administration</i>	186
2.2. <i>Les obligations de l'administration</i>	188
3. Le contentieux des contrats administratifs.....	190
3.1. <i>Les référés relatifs au contrat</i>	190
3.2. <i>Le contentieux de pleine juridiction</i>	192
3.3. <i>Le contentieux pour excès de pouvoir</i>	194
CHAPITRE 5 LE PRINCIPE DE LÉGALITÉ.....	197
Section 1 : Le contenu du principe de légalité.....	198
1. Les normes constitutionnelles.....	198
1.1. <i>Les normes constitutionnelles textuelles</i>	198
1.2. <i>Les normes constitutionnelles jurisprudentielles</i>	200

2. Les normes internationales.....	202
2.1. <i>La place des sources internationales dans la hiérarchie des normes</i>	202
2.1.1. Les traités sont inférieurs à la constitution dans l'ordre juridique interne.....	202
2.1.2. Les traités sont supérieurs aux lois.....	202
2.1.3. Les normes internationales non écrites sont supérieures aux actes administratifs.....	204
2.2. <i>La place du droit de l'Union européenne</i>	204
2.2.1. Le droit primaire de l'Union européenne.....	204
2.2.2. Le droit dérivé de l'Union européenne.....	206
2.2.3. Les principes généraux du droit de l'Union européenne.....	208
3. Les normes législatives.....	210
4. Les normes issues de la jurisprudence administrative.....	212
4.1. <i>Les décisions du juge administratif</i>	212
4.2. <i>Les principes généraux du droit</i>	212
4.2.1. La notion de principe général du droit.....	212
4.2.2. La valeur des principes généraux du droit.....	214
5. Les normes administratives.....	214
Section 2 : La portée du principe de légalité.....	216
1. Les obligations issues du principe de légalité.....	216
1.1. <i>L'obligation d'exécuter les normes supérieures</i>	216
1.2. <i>L'obligation de faire cesser une irrégularité</i>	216
2. Les limites opposées au principe de légalité.....	218
2.1. <i>Les actes de gouvernement</i>	218
2.2. <i>Les régimes d'exception</i>	220
2.2.1. L'état de siège.....	220
2.2.2. L'état d'urgence.....	222
2.2.2.1. La déclaration et la prorogation de l'état d'urgence.....	222
2.2.2.2. Les mesures adoptables pendant l'état d'urgence.....	224
2.2.2.3. Le contrôle des mesures adoptées pendant l'état d'urgence.....	226
2.2.3. L'état d'urgence sanitaire.....	228
2.2.4. Le régime de l'art. 16 C°.....	230
2.3. <i>La théorie des circonstances exceptionnelles</i>	232
CHAPITRE 6 LE CONTRÔLE JURIDICTIONNEL DES ACTES ADMINISTRATIFS.....	235
Section 1 : Les juridictions administratives.....	236
1. L'ordre juridictionnel administratif.....	236
1.1. <i>Les Tribunaux administratifs</i>	238
1.1.1. L'organisation des Tribunaux administratifs.....	238
1.1.2. La compétence des Tribunaux administratifs.....	238
1.2. <i>Les Cours administratives d'appel</i>	240
1.2.1. L'organisation des Cours administratives d'appel.....	240
1.2.2. La compétence des Cours administratives d'appel.....	240

1.3. Le Conseil d'État	242
1.3.1. L'organisation du Conseil d'État	242
1.3.2. La compétence du Conseil d'État	244
1.4. Les juridictions administratives spéciales.....	246
2. La compétence des juridictions administratives.....	248
2.1. La répartition des compétences entre les ordres juridictionnels.....	248
2.1.1. Les critères jurisprudentiels de répartition	248
2.1.1.1. Les règles générales	248
2.1.1.2. Les cas particuliers	250
2.1.2. L'attribution des compétences par le législateur.....	252
2.2. La préservation de la répartition des compétences.....	254
2.2.1. Le règlement des litiges de compétence par le Tribunal des conflits	254
2.2.1.1. L'organisation du Tribunal des conflits	254
2.2.1.2. Les compétences du Tribunal des conflits	256
2.2.2. Le recours aux questions préjudicielles	258
Section 2 : Les recours contentieux.....	260
1. La typologie des recours.....	260
1.1. Les recours administratifs	260
1.2. Les recours contentieux	260
2. La recevabilité des recours.....	262
2.1. Les conditions de forme	262
2.2. Les conditions tenant à l'acte en cause	262
2.3. Les conditions de délai.....	264
2.4. Les conditions tenant au requérant.....	266
3. L'examen des recours	268
3.1. L'instance	268
3.2. Les voies de recours	270
4. Les procédures de référé.....	272
4.1. Le référé suspension.....	272
4.2. Le référé liberté.....	272
4.3. Les autres référés	274
5. Autorité, effet et exécution des décisions des juridictions administratives.....	276
Section 3 : Le contrôle de légalité.....	278
1. La légalité externe	278
1.1. L'incompétence	278
1.2. Le vice de forme.....	278
1.3. Le vice de procédure.....	280
2. La légalité interne	282
2.1. Le détournement de pouvoir	282
2.2. L'irrégularité du contenu de l'acte	282
2.3. L'irrégularité des motifs de l'acte.....	284
2.3.1. L'irrégularité des motifs de droit.....	284
2.3.2. L'irrégularité des motifs de fait.....	284

CHAPITRE 7 LA RESPONSABILITÉ ADMINISTRATIVE	287
Section 1 : Le fait générateur de responsabilité.....	288
1. La responsabilité pour faute	288
1.1. <i>La faute simple</i>	288
1.2. <i>La faute présumée</i>	290
1.3. <i>La faute lourde</i>	292
2. la responsabilité sans faute	294
2.1. <i>La responsabilité pour risque</i>	294
2.1.1. Les dommages accidentels de travaux publics causés à un tiers	294
2.1.2. Les dommages causés par des personnes ou des biens sous la garde de l'administration	294
2.1.3. Les dommages causés par des choses, activités ou situations dangereuses	296
2.1.4. Les dommages subis par les collaborateurs occasionnels.....	296
2.2. <i>La responsabilité pour rupture de l'égalité devant les charges publiques</i>	298
2.2.1. Les dommages permanents de travaux publics	298
2.2.2. Les dommages causés par les actes administratifs réguliers	298
2.2.3. Les dommages causés par les lois et les conventions internationales	300
2.3. <i>Les régimes législatifs de responsabilité sans faute et d'indemnisation</i>	302
Section 2 : La réparation du préjudice	304
1. Le préjudice réparable	304
1.1. <i>Les caractéristiques du préjudice réparable</i>	304
1.1.1. Le caractère direct et certain du préjudice.....	304
1.1.2. Le caractère personnel du préjudice	306
1.2. <i>La typologie des préjudices réparables</i>	306
2. Le lien de causalité	308
2.1. <i>L'établissement du lien de causalité</i>	308
2.2. <i>L'exonération de l'administration en cas d'intervention d'autres causes</i>	308
3. La personne responsable	310
3.1. <i>La distinction entre faute de service et faute personnelle</i>	310
3.2. <i>Le cumul des fautes et des responsabilités</i>	310
3.3. <i>Les actions récursoires</i>	312
Indications bibliographiques	314
Index.....	315
Table des décisions du Conseil d'État.....	321
Table des décisions du Tribunal des conflits.....	327
Table des décisions du Conseil constitutionnel	328
Table des arrêts de la Cour de cassation	328